

THEME 2: LE DEVELOPPEMENT : APPROCHES THEORIQUES, EVOLUTION ET STRATEGIES

INTRODUCTION

Pendant tout un temps, le terme de développement en science économique a été l'oriflamme de cette nouvelle discipline « l'économie du développement » qui voit le jour après la seconde guerre mondiale et qui se construit dans les années cinquante et soixante en ayant comme champ d'investigation les pays que l'on qualifie à l'époque de sous-développés et qu'il s'est avéré ultérieurement plus judicieux d'appeler les pays en voie de développement ou encore, plus récemment, les pays du Sud.

Les débats au sein de cette discipline portent sur les objectifs et les facteurs du développement. On comprend pourquoi le normatif y est au poste de commande : il s'agit moins de faire l'analyse positive d'un développement déjà réalisé que de définir celui que l'on veut et d'en déterminer les conditions. A quelle théorie se référer pour ce faire ?

Le problème du sous-développement a été analysé différemment par les économistes du monde, au moins pour trois raisons :

- Par le fait qu'environ un tiers de la population de la planète vit dans des pays sous-développés,
- Par les conséquences graves du sous-développement à l'échelle nationale ainsi que mondiale et
- Par le conflit entre le « Nord développé » et le : « Sud sous-développé », respectivement les pays riches, industrialisés et ceux pauvres, agraires.

I. LES CONCEPTS DE BASE

Deux notions fondamentales : le développement et le sous-développement. Elles sont le fruit de la distinction entre les pays « développés » et les pays dits « sous-développés », apparue après la seconde guerre mondiale, s'est imposée lors du processus de décolonisation des années soixante. Les premiers devaient rechercher la croissance, les seconds viser le

développement : on les a d'ailleurs rapidement considérés « en voie de développement ».

1. Définition du développement

Selon la définition proposée par l'économiste français François Perroux en 1961, le développement est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global ».

Cette définition implique deux faits principaux :

- Si la croissance peut se réaliser sans forcément entraîner le développement, il y a tout de même une forte interdépendance entre croissance et développement (le développement est source de croissance et nécessite une accumulation initiale).
- Enfin, le développement est un processus de long terme, qui a des effets durables. Une période brève de croissance économique ne peut ainsi être assimilée au développement.

2. Définition du sous-développement

✓ Différentes appellations

La notion de « pays sous-développé » est utilisée pour la première fois par le président américain Harry Truman en 1949. Il y justifie l'aide que doivent apporter les pays riches aux pays pauvres afin d'endiguer la montée du communisme. C'est donc dans un contexte de guerre froide que se forge le débat sur les appellations des pays les plus pauvres. Par la suite, plusieurs

En 1952, le démographe et économiste français Alfred Sauvy utilise la notion de « tiers-monde* » pour qualifier les pays sous-développés. Il entend dénoncer la marginalité dans laquelle se trouve ce troisième monde à côté des deux blocs en conflit et annoncer son émergence imminente en force politique mondiale.

Dans les années 1970, à côté de la notion politique de tiers-monde, l'ONU avance la notion de « pays en voie de développement » (PVD), la notion de pays sous-développé étant considérée comme trop stigmatisante.

Puis, dans les années 1980, s'impose l'appellation « pays en développement » (PED) qui est censée traduire le processus de progrès économique et social dans lequel sont engagés les pays pauvres. Elle traduit la volonté d'une approche optimiste et positive du développement.

La notion de PED cohabite aujourd'hui avec celle du « Sud », qui insiste sur la localisation géographique des PED en opposition avec le Nord, ou bien encore avec la notion de « pays émergent » qui insiste sur le caractère imminent de leur développement, en particulier pour les pays les plus avancés dans leur développement.

✓ Le contenu du concept

Le développement est un phénomène très récent. Il n'a concerné qu'un petit nombre de pays à partir du XVIIIe siècle lors de la révolution industrielle des pays d'Europe de l'Ouest. L'état qualifié aujourd'hui de « sous-développement » était donc la situation normale du monde avant cette époque.

La notion de « sous-développement » a d'abord été définie en creux, comme une situation de non-développement. Un pays « sous-développé » connaîtrait donc des blocages qui empêchent le processus de développement de se mettre en place, en particulier l'industrialisation. Lever ces blocages par des stratégies de développement basées sur l'industrialisation et la sortie de la spécialisation agricole permettrait donc de sortir du sous-développement.

Mais le sous-développement ne peut se réduire au seul critère de la sous-industrialisation. La théorie des « besoins essentiels » met l'accent sur la notion de « manque » : un pays sous-développé est un pays où les besoins fondamentaux de l'homme ne sont pas couverts (alimentation, sécurité, santé, éducation...).

Il faut aussi insister sur les fortes inégalités internes dans les PED. De ce fait, selon Sylvie Brunel, le sous-développement se manifeste par quatre critères :

- Une pauvreté de masse ;
- De fortes inégalités par rapport aux pays développés mais aussi à l'intérieur du pays lui-même (hommes/femmes, urbains/ruraux) ;

- L'exclusion du pays du commerce international, des connaissances scientifiques mondiales... mais aussi d'une partie de la population au sein même du pays (femmes, populations rurales...);
- L'insécurité, qu'elle soit environnementale, sanitaire ou encore politique, dans laquelle vit la majorité de la population.

II. LES CARACTERISTIQUES DES PED

1. Des structures économiques et sociales désarticulées

Les PED se caractérisent par une structure économique et sociale qui constitue un obstacle à leur développement (économie agraire, État faible, structure sociale très inégalitaire...).

Le courant tiers-mondiste, en particulier, met en accusation le passé colonial des PED pour l'expliquer. En effet, la majorité des PED sont d'anciennes colonies.

Ils ont donc hérité d'une structure économique et sociale désarticulée du fait que les pays colonisateurs ont orienté leur production en fonction de leurs propres besoins, provoquant un démantèlement des économies locales.

Les PED ont une structure économique déséquilibrée reposant sur un très fort secteur primaire peu productif et une très faible industrialisation. Leur production est peu diversifiée et, du fait de la faiblesse du marché intérieur, leurs exportations sont fort dépendantes de l'évolution des cours mondiaux.

Ainsi la colonisation a empêché le processus de révolution industrielle dans les colonies en leur assignant la spécialisation dans une économie agraire.

Par exemple, dès le XIXe siècle, la Grande-Bretagne a imposé à l'Inde de se spécialiser dans la production et l'exportation de coton brut vendu aux entreprises anglo-saxonnes et l'importation de cotonnade (produit transformé), alors même que l'Inde disposait d'un tissu productif de cotonnade performant. Cette spécialisation forcée a provoqué l'effondrement de l'artisanat indien du coton. Ainsi près de la totalité des exportations des colonies étaient à destination des pays colonisateurs.

2. Une forte croissance démographique

Les PED se caractérisent par une forte croissance démographique du fait que leur transition démographique (passage d'un régime démographique à forte natalité et mortalité à un régime démographique à faible natalité et mortalité par l'intermédiaire d'un régime d'expansion élevée de la population) n'est pas achevée.

Ainsi, ils représentaient 1,7 milliard d'habitants en 1950, près de 5 milliards en 2000, et devraient peser entre 8 et 12 milliards en 2050 selon les prévisions de l'ONU.

La fécondité y est forte (plus de 3 enfants par femme en moyenne en 2000), même si elle diminue depuis les années 1960, période du plus fort accroissement démographique (la population augmentait de 2,5 % par an en moyenne). La mortalité y est encore élevée, ce qui explique une espérance de vie à la naissance très faible par rapport aux pays développés (62,9 ans contre 74,9 ans en 2000).

3. Une faible insertion dans le commerce international

Les PED occupent une place minoritaire dans les échanges internationaux. Ils sont à l'origine de 37 % des exportations de marchandises mondiales en 2005, une part identique à celle de 1948 même si elle est en progression depuis les années 1970. Cette part est d'autant plus faible que ces pays regroupent 80 % de la population mondiale.

De plus, le commerce intrazone des PED est très faible. En effet, une très grande part de leurs exportations est à destination des pays riches : seulement 17,4 % des échanges totaux pour l'Amérique latine, 10,6 % pour le Moyen-Orient et 9,4 % pour l'Afrique sont des échanges intrazone (données 2005). Les relations commerciales Sud-Sud sont donc marginales.

Cette faible place dans le commerce international est due à plusieurs facteurs : une spécialisation dans les produits primaires défavorable, des prix internationaux peu avantageux depuis les années 1980, des obstacles au commerce international mis en place par les pays du Nord (barrières non tarifaires, quotas comme pour le textile et l'habillement...) et aussi des facteurs structurels internes aux PED (distance géographique, culturelle – langue, religion... – par rapport aux grands foyers géographiques d'échange).

Néanmoins, la nature des exportations des PED s'est profondément modifiée : les produits manufacturés, qui n'en représentaient que 20 % en 1970, en constituent aujourd'hui les trois quarts au détriment des produits primaires. C'est à une véritable remise en cause de la division internationale du travail traditionnelle que nous assistons (pays industrialisés spécialisés dans les produits manufacturés, PED spécialisés dans les produits primaires).

III. LA DIVERSITE DES PED

Dès la constitution du tiers-monde en groupe politique revendicatif uni dans les années 1950, des lignes de failles apparaissaient : intérêts divergents, différences culturelles et idéologiques (certains pays sont dans la sphère d'influence du communisme, d'autres non)...

Mais ce sont surtout des trajectoires de développement opposées à partir des années 1970 qui incitent à en conclure à l'éclatement du tiers-monde (en 1988, l'économiste français Serge Latouche parle de « la fin du tiers-monde » pour illustrer l'éclatement des PED en différentes strates de développement).

C'est pourquoi la grande diversité des PED a poussé à définir de nouvelles catégories de pays. En 1971, l'ONU définit les PMA (pays les moins avancés, au nombre de 50 aujourd'hui et surtout localisés en Afrique subsaharienne et en Asie) : ce sont les PED les plus pauvres qui sont structurellement handicapés dans leur développement et qui doivent bénéficier d'un traitement de faveur de la part des institutions internationales. Ils se caractérisent par une grande vulnérabilité économique liée à l'instabilité de la croissance économique, un secteur primaire majoritaire dans la structure économique et donc une production peu diversifiée.

À l'opposé des PMA s'est constitué un groupe de PED très avancés dans leur industrialisation et dans leur rattrapage avec les pays développés : les nouveaux pays industrialisés (NPI : notion de l'OCDE). Ils regroupent les NPI asiatiques (NPIA : Corée du Sud, Singapour, Taiwan, Hong Kong) et les pays émergents comme le Brésil, le Mexique et la Chine. Y ont été ajoutés depuis les années 1980 la Malaisie et la Thaïlande.

Enfin, une troisième catégorie regroupe les pays exportateurs de produits primaires qui connaissent une forte demande internationale : ce sont surtout les pays exportateurs de pétrole dont le développement dépend en particulier du cours de l'« or noir ».

IV. LES APPROCHES LIBERALES DU DEVELOPPEMENT

1. La théorie du décollage ou des étapes de la croissance

La théorie du décollage fait référence à la théorie élaborée par Walt Rostow en 1961 qui renvoie aux étapes de la croissance économique pour marquer l'évolution de sociétés ou des espaces non développés vers le développement économique. Ces étapes sont :

✓ Etape 1: La société traditionnelle

L'activité est surtout agricole, et s'effectue dans le cadre familiale avec des techniques traditionnelles et une faible productivité.

✓ Etape 2: Les conditions préalables au décollage

L'épargne et l'investissement se développent, ce qui permet une augmentation de la production dans l'agriculture et l'industrie naissante.

✓ Etape 3: Le décollage ou le Tack-off :

Il s'agit de la phase décisive d'une société où la croissance devient un phénomène normal. Le Tack-off est rendu possible par une augmentation du taux d'investissement de 5 à 10% du revenu national, qui permet aux industries nouvelles de jouer un rôle moteur.

✓ Etape 4: La marche vers la maturité :

Elle prolonge les effets du Tack-off, le taux d'investissement s'élève à 20% du revenu national, et donc les progrès techniques se généralisent.

✓ Etape 5: L'ère de la consommation de masse :

Les besoins fondamentaux de la consommation sont satisfaits, et l'industrie a atteint sa maturité. Le secteur des services se développe très rapidement.

Selon Rostow, ces étapes de la croissance économique peuvent s'appliquer à toutes les sociétés et dans tous les pays non développés. Dans l'optique de

cette théorie, les écarts de développement entre les différentes sociétés sont transitoires et l'égalisation des conditions est inéluctable. Cette théorie est aussi appelé théorie de la convergence.

Dans cette théorie, on retrouve la pensée évolutionniste qui a marqué les débuts des théories économiques. Encore une fois, le développement y est vu comme un processus d'évolution vers une finalité, soit la consommation de masse, qui est présentée comme l'étape ultime du développement. On retrouve aussi l'idéal uniformisant du développement qui propose que toutes les sociétés du monde puissent et doivent passer par les mêmes étapes pour accéder au développement, en l'occurrence le développement orienté vers la croissance et la production économique.

Cette thèse a fait l'objet de nombreuses critiques. L'économiste américain Simon Kuznets, en 1972, met en cause le manque de données empiriques qui aurait permis de valider les différentes étapes du développement, ainsi que l'absence de précision sur les modalités de passage d'une étape à une autre. L'économiste Alexander Gerschenkron montre qu'il est possible de suivre d'autres voies de développement que les seules étapes de Rostow. Il indique aussi que des étapes peuvent être sautées du fait que l'emploi de nouvelles technologies dans le développement actuel permet de venir concurrencer bien plus rapidement les pays développés. De plus, le caractère universel de cette théorie est remis en cause. Elle ne serait que l'interprétation du processus historique de développement des pays occidentaux au cours de leur industrialisation et ne saurait être appliquée aux PED actuels du fait du changement de contexte (modalités du commerce international, existence de pays développés aujourd'hui...).

2. La théorie du libre-échange ; les avantages comparatifs

Depuis la fin des années 1960, l'analyse libérale critique les politiques protectionnistes adoptées par plusieurs PED. S'appuyant sur la théorie néoclassique du commerce international, héritée des travaux de David Ricardo sur les avantages comparatifs et ses prolongements modernes avec le théorème HOS (Hecksher-Ohlin-Samuelson), elle considère que le sous-développement est causé par une trop faible insertion dans le commerce international et que la voie du développement passe par la spécialisation des exportations.

Les PED doivent se spécialiser dans la ou les productions où ils disposent d'un avantage comparatif par rapport aux autres pays.

Le théorème HOS précise alors que l'avantage comparatif dépend de la dotation en facteurs de production du pays concerné : main-d'œuvre, ressources naturelles, capital technique...

Quel que soit le choix de la spécialisation, elle sera mutuellement avantageuse pour le PED comme pour ses partenaires commerciaux du moment qu'elle concerne le secteur où l'avantage comparatif est présent.

La participation au commerce international par l'intermédiaire de la spécialisation est donc la voie du développement. Le sous-développement se caractérise par une trop faible exploitation et mise en valeur de leurs avantages comparatifs par les PED.

En conséquence, dans les années 1950, des auteurs comme Jacob Viner et Gottfried Haberler incitent les PED à accentuer leur spécialisation dans les produits primaires. Les gains tirés de l'échange international leur permettront d'importer des biens d'équipement et ainsi d'amorcer leur « takeoff ».

V. LES STRUCTURES DES PED COMME OBSTACLES A LEUR DEVELOPPEMENT.

1. La thèse du dualisme économique (Arthur Lzwis)

Arthur Lewis considère que le sous-développement est causé par le dualisme* de l'économie des pays pauvres. Deux secteurs coexistent au sein de ces économies :

- **Un secteur moderne, capitaliste, qui est la source d'une accumulation et de gains de productivité ;**
- **Un secteur traditionnel, de subsistance, qui pèse sur le secteur moderne à cause de faibles gains de productivité. En effet, ce secteur monopolise la main-d'œuvre disponible et empêche le secteur moderne de se développer du fait du surplus de main-d'œuvre agricole.**

Le dualisme se manifeste par la présence d'entreprises étrangères ou de firmes nationales produisant pour l'exportation. Mais ces unités de production modernes importent souvent leurs consommations intermédiaires et leurs biens d'équipement, et ne provoquent pas d'effets

d'entraînement sur le reste de l'économie. Il y a donc présence simultanée d'un secteur moderne et d'un secteur traditionnel, sans lien entre eux : des pans entiers de l'économie restent figés dans des techniques archaïques et sous-productives, entretenant la pauvreté des actifs majoritaires qui en dépendent.

La thèse du dualisme peut aussi être étendue à l'existence d'un secteur informel à côté de l'économie organisée, qui permet la survie d'une partie de la population par la distribution de revenus grâce à des activités dissimulées ou illégales.

Pour Lewis, le sous-développement provient de l'utilisation sous-optimale de la main-d'œuvre. En effet, il pose la corrélation entre le sous-emploi et le sous-développement : les gains de productivité ne se traduisent pas en accroissement des salaires réels comme le postule pourtant l'analyse néoclassique. Le fort potentiel de main-d'œuvre dans le secteur rural exerce une pression à la baisse sur les salaires.

En conséquence, les gains de productivité réalisés dans le secteur moderne ne profitent pas au développement de la population locale sous forme de hausse du niveau de vie, mais sont répercutés sur les prix des exportations, profitant alors aux importations des pays développés.

La solution est de transférer ce surplus de main-d'œuvre du secteur traditionnel dans le secteur moderne où la productivité est croissante, afin de dégager des taux de profits croissants et donc un taux d'épargne suffisamment important pour lancer le processus d'industrialisation. Lewis pense donc que le processus de développement se déroulera par la rupture du dualisme.

2. L'analyse structuraliste (Raul Prebisch François Perroux)

L'analyse structuraliste naît au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies (CEPAL), créée en 1948. Elle est représentée par les travaux de l'économiste argentin Raul Prebisch, en particulier un article publié en 1950 en collaboration avec Hans Singer et un rapport à la CNUCED en 1964 sur les causes du sous-développement de l'Amérique latine.

Il considère que le sous-développement est la conséquence de la division internationale du travail qui engendre la polarisation du monde

entre un centre (les pays riches) et une périphérie (les pays pauvres) : l'analyse « centre-périphérie* ».

L'avancée technologique et la position du centre lui permettent d'organiser à son profit les relations avec la périphérie. En conséquence, les pays de la périphérie se voient cantonnés à l'exportation des produits primaires pour le centre.

De plus, le progrès technique a des effets différents sur les prix selon la structure de marché. Dans le centre, les marchés étant peu concurrentiels, la baisse des prix est limitée alors que dans la périphérie, les prix des produits primaires diminuent.

En conséquence, les prix de leurs importations augmentant par rapport à ceux de leurs exportations, les pays de la périphérie s'appauvrissent en participant au commerce international. C'est à une véritable mise en accusation de la théorie traditionnelle du commerce international que se livre Prebisch.

La spécialisation dans les produits primaires des PED et la dégradation des termes de l'échange* sont la cause de leur sous-développement. Ce mouvement de pensée sera à l'origine de la revendication du nouvel ordre économique international (NOEI) à la CNUCED.

Les calculs de Paul Bairoch semblent infirmer les thèses de Raul Prebisch sur la période qu'il étudiait (la première moitié du XXe siècle). Ces dernières ont d'ailleurs été fortement contestées par la suite par les libéraux. Cependant, on constate une dégradation des termes de l'échange des PED non exportateurs de pétrole depuis les années 1970, ce qui pourrait alors valider empiriquement les conclusions de Raul Prebisch, en particulier pour les PMA exportateurs de produits primaires.

L'économiste français François Perroux est l'autre représentant de l'analyse structuraliste du sous-développement. Le monde s'organise selon lui dans des relations inégales de pouvoir entre les pays, certains pouvant orienter les échanges et la production à leur profit (« effet de domination »). L'économie mondiale est donc structurée en pôles d'influence entretenant des relations asymétriques entre eux basées sur des dominations. Cependant, si cette analyse se rapproche fortement de la thèse du centre et de la périphérie de Raul Prebisch, François Perroux ne considère pas que les

relations de domination soient le fruit d'une action volontaire des États du « centre ».

Il plaide alors pour la constitution de pôles de développement dans les zones dominées par l'intervention d'un État planificateur, proposition qui aura une forte influence sur les stratégies de développement des années 1950 et 1960.

3. Le rôle des facteurs socioculturels

Les analyses précédentes convergent sur un point fondamental : le sous-développement n'a pas que des causes économiques, il a aussi des origines non économiques. Ainsi les institutions, les traditions présentes dans les PED peuvent être une entrave au développement. Ce dernier nécessite la réunion de conditions socioculturelles pour pouvoir advenir : changement culturel tourné vers le progrès, logique de l'enrichissement et de l'accumulation comme but de l'activité économique. Ainsi Arthur Lewis note qu'« une partie de la production et des échanges [dans les PED] est régie non par le désir de maximisation du revenu mais par d'autres considérations non économiques ». L'économie du développement doit donc se tourner vers les apports de la sociologie et de l'anthropologie pour mieux comprendre les blocages culturels au développement, comme les pratiques religieuses ou traditionnelles dans certains pays qui réduisent les femmes à un rôle de mère ou bien les travaux du sociologue français Marcel Mauss sur le don et la kula (système d'échanges réciproques entre tribus) qui montrent que les échanges peuvent répondre à des logiques politiques de prestige, de pouvoir ou de pacification des conflits... Ces différentes traditions culturelles sont des obstacles au processus d'accumulation et d'industrialisation, préalable essentiel au développement. Le sous-développement s'expliquerait alors par le fait que certaines sociétés n'y sont pas prêtes culturellement. Cette thèse est à l'origine d'apports importants comme le fait de ne pas réduire le processus complexe de développement à de seules conditions économiques et donc de prendre en compte les données culturelles des pays dans la définition des stratégies de développement. Mais il faut faire attention de ne pas tomber dans le piège du déterminisme culturel du développement, présent par exemple dans l'idée que des aires culturelles (monde musulman, Afrique subsaharienne) ne connaîtront pas le développement du fait de leurs valeurs

et pratiques opposées à toute idée de progrès. Des pays africains ou arabomusulmans connaissent un processus de développement. La culture n'est donc qu'un facteur parmi d'autres du développement.

VI. LE SOUS-DEVELOPPEMENT COMME CONSEQUENCE DE L'IMPERIALISME : LES ANALYSES NEOMARXISTES

1. L'école de la dépendance

Les économistes néomarxistes vont radicaliser dans les années 1960-1970 l'analyse centre-périphérie en développant la notion de dépendance (même si cette notion existait déjà dans les travaux de Raul Prebisch) dans le cadre d'une théorie de l'impérialisme des pays développés sur les pays du Sud, déjà proposée par Lénine.

Pour l'économiste égyptien Samir Amin (*Le Développement inégal*, 1973), le modèle économique capitaliste est à l'origine du sous-développement. Les PED sont dominés dans le rapport économique mondial et c'est cette domination qui organise leur sous-développement.

En effet, la relation de dépendance de la périphérie vis-à-vis du centre est un héritage du développement du capitalisme mondial basé sur une structure coloniale, dont les firmes multinationales implantées dans les pays du Sud seraient les héritières (exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre locale au profit des consommateurs du Nord).

Cette relation de dépendance assure le transfert des richesses du Sud vers les pays du Nord, permettant le processus d'accumulation capitaliste des pays développés.

Le capitalisme interdit donc par sa nature l'intégration économique de la périphérie. C'est le développement des pays riches qui nécessite le sous-développement des pays pauvres. Le rapport de domination n'oppose plus des classes sociales, mais des pays à l'échelle mondiale.

2. L'« échange inégal »

Les économistes néomarxistes vont ensuite théoriser la nature de l'échange qui s'effectue entre le centre et la périphérie : il s'agit de l'«

échange inégal* » dont une des formulations est proposée par l'économiste grec Arghiri Emmanuel en 1972.

Les économistes néomarxistes considèrent donc que le sous-développement est le produit du capitalisme et donc du développement.

C'est pourquoi le développement de la périphérie ne peut se faire selon eux dans le cadre du capitalisme. Elle doit trouver d'autres voies de développement.

Ainsi, pour assurer le développement de la périphérie, Samir Amin va prôner la déconnexion, c'est-à-dire la rupture du lien de dépendance avec le centre par le protectionnisme, et faire la promotion d'un développement autocentré (basé sur le marché intérieur). Mais cette déconnexion est aussi à l'origine de divergences au sein de l'école néomarxiste, Arghiri Emmanuel s'y opposant par exemple.

VII. L'EVOLUTION DE CONCEPT : DU DEVELOPPEMENT AU DEVELOPPEMENT DURABLE :

La réflexion sur le développement dans la période qui suivit immédiatement la seconde guerre mondiale eut pour cause principale la prise de conscience du retard économique dans lequel vivait la grande majorité de l'humanité. Pendant cette période constitutive cristallisée par les travaux des pionniers et surtout par l'essor de l'économie du développement, les premières théories développementalistes ont émergé en introduisant au concept de développement un contenu sémantique dans lequel prédominait largement l'économie. Le développement était conçu à l'époque comme étant synonyme de la croissance économique, perçue comme un problème de formation du capital. Le concept de développement était, en quelques sortes, complètement assujéti à sa composante économique.

Fort de cette constatation, on peut dire que le développement, dans les années qui suivirent immédiatement sa conceptualisation (c'est-à-dire dans les années 1960), était complètement assimilé à la croissance du revenu réel par habitant dans les pays sous-développés; donc confiné et réduit dans le cadre de sa stricte dimension économique. Cette hégémonie de l'économie dans le contenu sémantique du concept de développement va être mis en cause à partir du moment où les économistes eux-mêmes commencèrent à définir différemment «croissance» et «développement».

La fin des années 1960 marque une rupture qui se traduit potentiellement par une nouvelle vision du concept et des pratiques de développement. La prise de conscience des imperfections des modèles de développement axés sur l'économisme, le productivisme et le technicisme au détriment des véritables besoins humains et sociaux et des aspirations des populations a imposé une reconceptualisation des approches développementalistes et subséquemment, une redéfinition du concept de développement.

Ainsi, le concept de développement, en intégrant le social et l'humain, subit une véritable révolution sémantique. Au développement tout court confiné dans une dimension exclusivement économique, on associera désormais des attributs qui témoignent «du droit à l'expression des valeurs culturelles des civilisations issues de l'histoire et des situations sociales spécifiques des sociétés émergentes». Ainsi, à la notion de développement, se succèdent les concepts de, développement solidaire, intégré, durable, humain...etc.,

1. Les origines du développement durable actuel

La notion de développement durable fait aujourd'hui partie intégrante du discours de la majorité des dirigeants et des politiques de développement. Ce concept est toutefois apparu après une longue réflexion sur les effets néfastes de l'activité humaine sur l'environnement. Le Club de Rome, avec le rapport Meadows de 1972, est le premier à dénoncer clairement les actions humaines sur la nature. Ce rapport établit formellement des liens entre le développement économique et la dégradation de l'environnement et préconise l'impossibilité de maintenir une croissance économique forte à très long terme à cause des limites des ressources naturelles. La publication du rapport Meadows va marquer le début d'une série de critiques adressées aux modèles de développement conventionnels.

Ces critiques sont à la fois d'ordre écologique, social et économique et identifient quelques-unes des lacunes et problèmes engendrés par les modèles de développement conventionnels.

Tout d'abord, il y a une remise en question du fait que ces modèles perçoivent le progrès comme la domination humaine croissante sur la nature. C'est donc une instrumentalisation de la nature au bénéfice de l'espèce humaine. Cette critique, qui est principalement d'ordre écologique, montre

qu'il y a une forme de séparation entre l'humain et le milieu naturel dans lequel il vit.

Également, le modèle de développement occidental accorde une importance particulière à la croissance économique et la surconsommation. Cette consommation est définie comme étant un important facteur du bien-être humain. En effet, un des indices utilisés pour mesurer le développement est le niveau de vie, qui est en réalité une mesure du revenu disponible. Les critiques de ce modèle s'opposent à la mesure du niveau de vie et mettent plutôt l'accent sur la qualité de vie, une mesure du niveau de vie collectif. Une autre critique souligne que l'importance accordée à la surconsommation engendre une augmentation importante de la production, qui implique une exploitation accrue de ressources naturelles. Donc, le modèle occidental est fondé sur l'exploitation des ressources naturelles des pays développés ainsi que les ressources des pays en voie de développement. Susan Baker affirme alors qu'il est impossible de reproduire à l'échelle globale ce modèle de développement qui nécessite une exploitation intensive des ressources naturelles. Finalement, ces modèles conventionnels de développement économique ne considèrent pas les capacités de l'écosphère et la finitude des ressources naturelles, alors que ces deux éléments sont des limites naturelles à la croissance économique.

Afin de répondre à ces critiques et à la crise environnementale mondiale, l'ONU a créé (en 1983) une Commission Mondiale de l'Environnement et du Développement (CMDE) dont les travaux ont produit le rapport Brundtland. Celui-ci fait converger la problématique des pays du Nord et du Sud autour d'un questionnement unique : comment parvenir à un développement durable (ou soutenable) à l'échelle mondiale ?

2. La notion de développement « soutenable » ou « durable »

Telle qu'elle est proposée par le rapport Brundtland (1987, p43), « le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs ».

Deux concepts importants font partie intégrante de cette définition, soit l'idée des besoins et des limitations. Le rapport est très clair sur le concept de besoins: il fait référence aux besoins des individus et insiste surtout sur le fait que la priorité devrait être accordée aux besoins des plus démunis. Cette

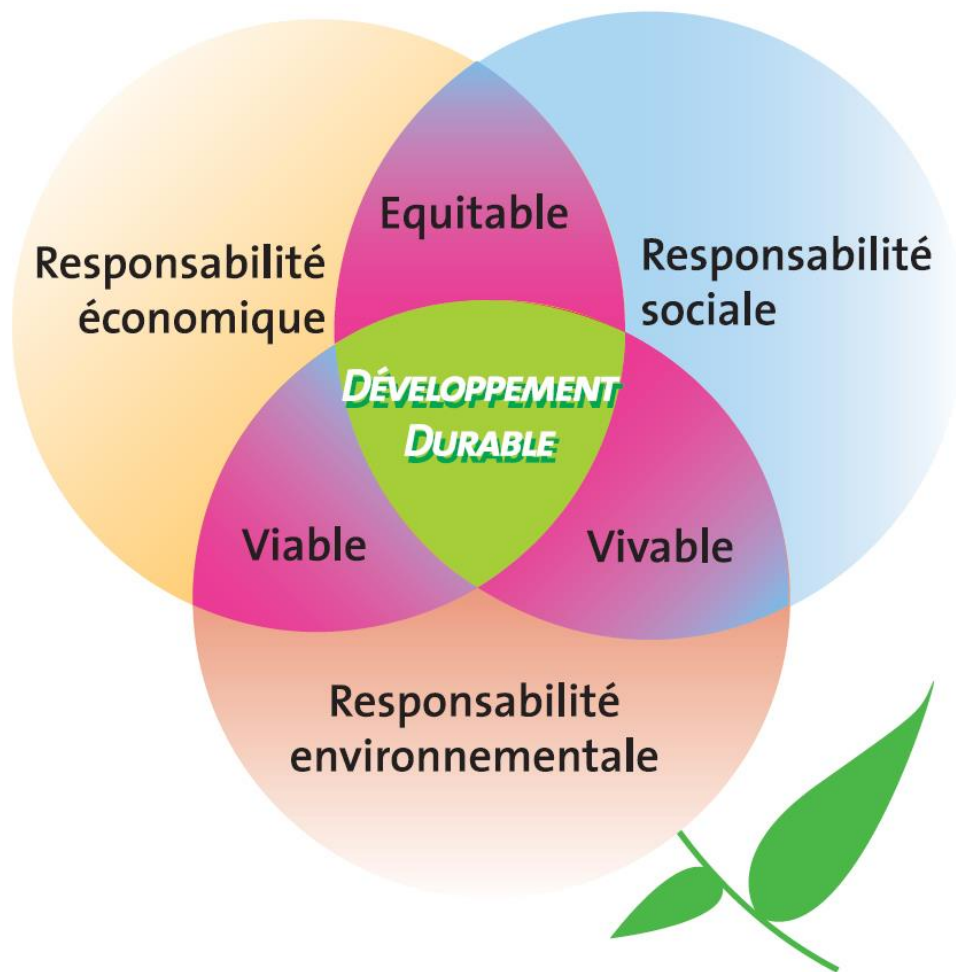
idée de besoins est basée sur le fait que le développement durable est tout d'abord un modèle de développement. Or, l'objectif du développement: « consiste à satisfaire les besoins et aspirations de l'être humain ». Les besoins sont culturellement et socialement définis, mais en mettant l'emphasis sur les besoins des plus démunis, le rapport fait référence surtout aux besoins essentiels, même si ces besoins essentiels ne sont pas décrits. Ce manque de précision pourrait être un problème pour les praticiens du développement durable, mais le rapport n'offre pas l'occasion de s'attarder à la définition des besoins essentiels, car il se concentre sur l'équité sociale: « les sociétés doivent faire en sorte de satisfaire les besoins, certes en accroissant la productivité, mais aussi en assurant l'égalité des chances pour tous ». La notion de limitations est une référence aux limites de la « biosphère de supporter les effets de l'activité humaine »; par conséquent, il faut limiter le développement en « adoptant un mode de vie qui respecte les limites écologiques de la planète ». Autrement dit, il existe des limites au développement et ces limites sont imposées par la capacité de l'environnement à maintenir l'activité humaine. L'idée de limitations fait apparaître une notion de durée dans le développement.

Le développement durable est une tentative de créer un modèle de développement qui intègre à la fois l'économie, le progrès social et la protection de l'environnement. Cet objectif est né de l'idée que la qualité environnementale et le bien-être économique et social sont intimement liés et que, par conséquent, ces trois dimensions ne peuvent pas être considérées séparément.

Le développement durable devient ainsi plus qu'un simple outil de protection pour l'environnement: c'est un projet de créer un modèle de développement pouvant être soutenu à très long terme ou dans le meilleur des cas indéfiniment. Le rapport Brundtland va même dire que c'est un moyen de protéger le développement de l'humanité.

3. Les dimensions du développement durable

La notion de développement durable est mondialement connue et souvent illustrée par trois cercles représentant chacun une des dimensions que sont l'environnement, l'économie et la société.



Cette illustration résume les points suivants:

L'économie, la société et l'environnement sont trois domaines qui peuvent sembler indépendants au premier abord (partie extérieure des cercles), mais ils sont en réalité totalement interdépendants (partie des cercles qui se recourent). en effet, toute action entreprise dans un domaine aura forcément des conséquences sur les deux autres. on ne peut donc pas les considérer indépendamment les uns des autres.

Les actions entreprises aujourd'hui peuvent avoir des effets à long terme qui doivent être prises en compte. c'est-à-dire qu'il faut penser à « demain » dès aujourd'hui.

La société humaine devrait être considérée dans son ensemble (pays industrialisés et pays en voie de développement confondus). or le mode de vie qui prévaut actuellement dans les pays industriels n'est pas transposable à l'ensemble des pays, car les ressources de la planète seraient insuffisantes. il

faut donc penser à « partout » au lieu de se concentrer uniquement sur sa propre région.

4. Les principes du développement durable

Michael Jacobs¹ fait une analyse du discours du développement durable et identifie trois classes d'idées centrales sous-jacentes concept du développement durable au sens de la définition Brundtland.

✓ Conserver l'intégrité de l'environnement :

Premièrement, l'intégration de l'environnement et de l'économie, c'est-à-dire que le développement économique doit se faire en considérant la protection environnementale. Ce constat souligne l'importance du lien entre économie et environnement, et offre l'idée sous-jacente que le développement économique doit se poursuivre, mais qu'il faut le faire avec une planification adéquate qui examine les effets sur l'environnement.

Deuxièmement, il y a une préoccupation quant à l'impact de l'activité humaine actuelle sur les générations futures. L'avenir est donc un aspect important du développement durable.

Troisièmement, la protection environnementale, par la réduction de l'utilisation de pesticides, la réduction de la dégradation environnementale et l'utilisation efficace des ressources naturelles, est souvent associée directement au discours du développement durable.

✓ Assurer l'équité sociale :

L'idée d'équité, soit la réduction de l'écart entre les moins nantis et les plus nantis au sein de la population en général, est importante. L'équité doit également se retrouver entre les générations, ce qui crée en partie le lien avec l'idée d'avenir du deuxième point.

Le discours du développement durable fait également référence à la qualité de vie, surtout l'idée que tout le monde doit être en mesure de

¹ Jacobs, M.(1999), « Sustainable development as a contested concept », in Dobson, A. Fairness and futurity: Essays on environmental sustainability and social justice. Oxford: Oxford University Press, p.26

subvenir à ses besoins, principalement aux besoins essentiels, mais aussi que le niveau de vie ne devrait pas être uniquement associé au revenu disponible.

Finalement, la participation est importante: que pour que le développement durable puisse être atteint, il faut que tous les groupes de la société aient une voix et participent à ce programme.

✓ **Améliorer l'efficacité économique :**

Favoriser une gestion optimale des ressources humaines, naturelles et financières, afin de permettre la satisfaction des besoins des communautés humaines. Ceci, par la responsabilisation des entreprises et des consommateurs au regard des biens et des services qu'ils produisent et consomment ainsi que par l'adoption de politiques gouvernementales appropriées (principe du pollueur/utilisateur-payeur, internalisation des coûts environnementaux et sociaux, éco-fiscalité, etc.).

Ces idées, qui font aujourd'hui partie du discours dominant du développement durable, avaient déjà été présentées auparavant, mais séparément. Le développement durable est la première tentative de mettre tous ces objectifs dans un concept unique.

Il est également intéressant de noter qu'avec l'adoption de l'Agenda 21, les États affirment que le développement durable est une nouvelle trajectoire pour le développement et, surtout, que les formes de développement précédentes ne prenaient pas en considération l'ensemble des idées centrales du développement durable.